

Lancement de la

**police de
sécurité
du quotidien** 

par Gérard Collomb
Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur

 8 Février 2018



« La doctrine de la sécurité du quotidien, c'est placer **le service du citoyen** au cœur du métier de policier et de gendarme. »

Emmanuel Macron,
Président de la République



La police de sécurité du quotidien a une vocation profonde : construire dans notre pays une société **rassemblée et apaisée.** [...] et c'est en partant de la base qu'il faut mettre en place cette nouvelle politique.



Gérard Collomb,
lancement de la concertation PSQ,
La Rochelle

- p.13 **I. UNE MÉTHODE**
qui part du terrain pour construire demain
- p.17 **II. UN BILAN**
constructif & engageant
- p.37 **III. 5 AXES**
pour la police et la gendarmerie de demain
- p.107 **IV. LA SYNTHÈSE**
des mesures

SOMMAIRE



POURQUOI LA POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN ?

police de
sécurité
du quotidien

POURQUOI LA POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN ?

1

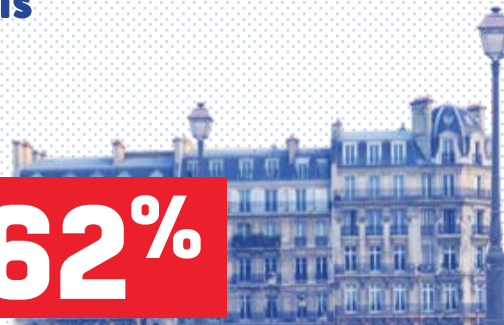
Parce que le sentiment d'insécurité **augmente chez les Français**



66%

+6pts

indiquent qu'il leur arrive de se sentir en insécurité.



62%

affirment que le niveau de sécurité est un des critères clé dans le choix du lieu de vie.

POURQUOI LA POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN ?

2

Parce que la
sécurité est
**la première
des libertés**



UNE MÉTHODE :
PARTIR DU TERRAIN
POUR CONSTRUIRE DEMAIN

PARTIR DU TERRAIN POUR CONSTRUIRE DEMAIN



28 octobre
au 10 décembre



L'avis et le ressenti de
chaque policier et gendarme



Questionnaires
et réunions de proximité



Sur tout
le territoire

CONCERTATION AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL & NATIONAL



Des associations d'élus, organisations syndicales de la Police et structures de concertation de la Gendarmerie, représentants des policiers municipaux, acteurs de la sécurité privée et des transports, experts...



Une démarche reproduite avec les représentants nationaux.

UN BILAN CONSTRUCTIF ET ENGAGEANT

UN ENGOUEMENT FORT

70 057

réponses
au questionnaire

+500

réunions organisées
en départements

+150

contributions adressées
par les syndicats, universitaires,
entreprises et associations d'élus



49%

Policiers



51%

Gendarmes



+500



+150

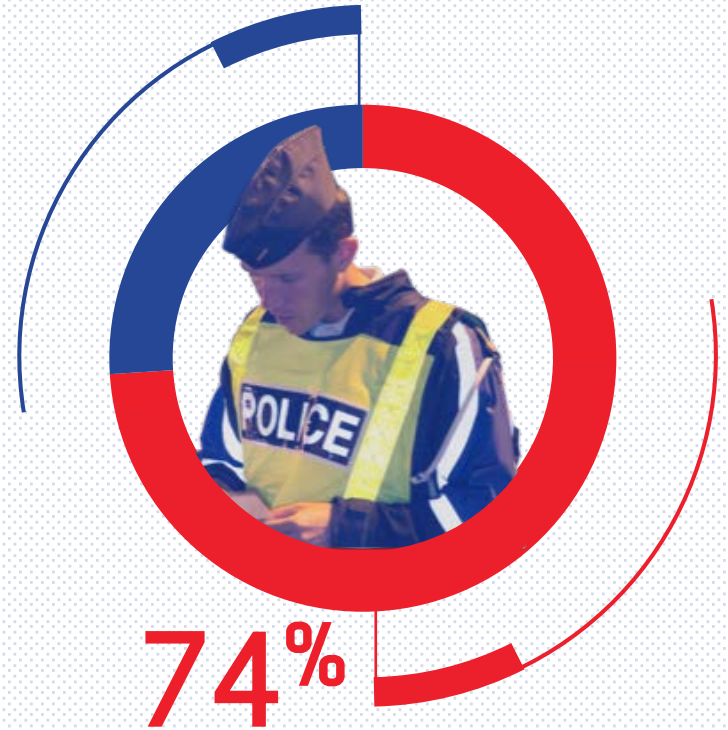


Une volonté de **retrouver**
le terrain et de **se recentrer**
sur le cœur de métier
des forces de l'ordre





Une volonté de **retrouver le terrain** et de **se recentrer sur le cœur de métier** des forces de l'ordre



74%

estiment que les tâches indues **empiètent sur leurs missions essentielles.**



Une volonté de **retrouver le terrain** et de **se recentrer sur le cœur de métier** des forces de l'ordre

73%

jugent que les missions administratives les éloignent du terrain.





Quelles attentes
pour les forces de l'ordre ?

Un sentiment de **manque de moyens** pour réellement faire reculer les incivilités du quotidien



déclarent ne pas avoir
les moyens juridiques
pour agir



estiment que les
condamnations
judiciaires ne sont
pas assez dissuasives



pointent un manque
de personnel



soulignent que les
procédures sont
trop complexes

Les forces de l'ordre estiment que la confiance à leur égard s'est érodée



5,6



Confiance des Français à leur égard
évaluée par les forces de l'ordre



Des propositions qui émergent



PROPOSITION

Rendre les
condamnations judiciaires
et les mesures répressives
plus dissuasives





PROPOSITION



Développer davantage
la **coopération avec**
les **polices municipales**



PROPOSITION

Accroître la **participation des habitants** à leur propre sécurité





PROPOSITION



Simplifier
la **procédure pénale**



PROPOSITION



Réduire les **tâches**
administratives



PROPOSITION

Développer les
démarches en ligne





PROPOSITION



Améliorer
l'accueil des victimes



PROPOSITION



Disposer de plus de temps
au **contact avec la population**



PROPOSITION

Donner **plus d'autonomie**
aux acteurs de terrain



5 AXES

POUR LA POLICE
ET LA GENDARMERIE
DE DEMAIN

LA SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN

5 AXES POUR UNE NOUVELLE STRATÉGIE



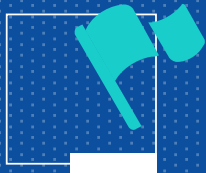


1 UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE AUX AMBITIONS RETROUVÉES



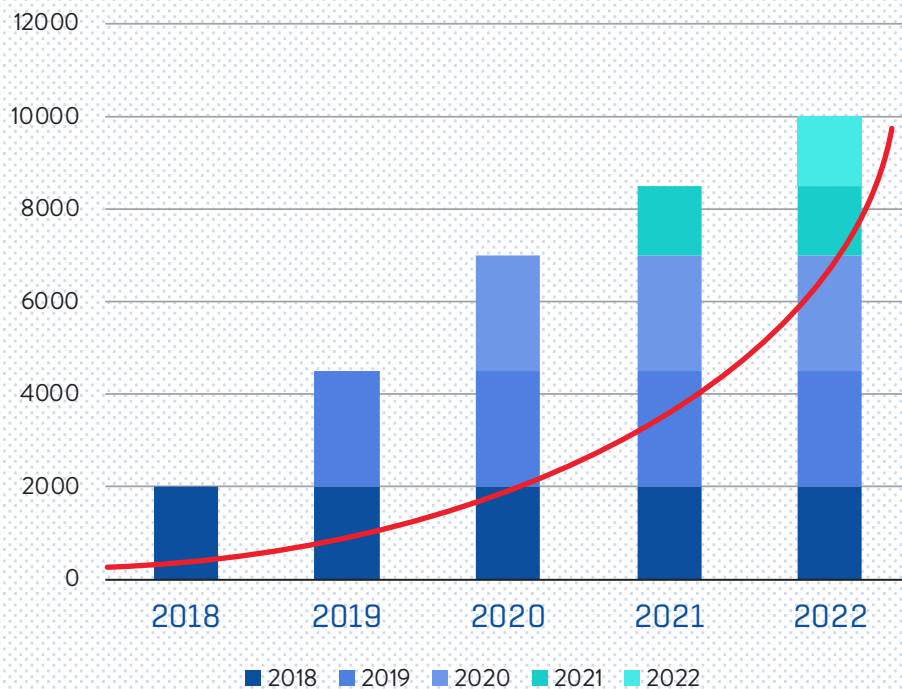
J'ai le sentiment que mon quotidien professionnel ne correspond pas à ce pourquoi à 25 ans j'ai choisi de m'engager : pour protéger mes concitoyens. Je passe aujourd'hui plus de temps à remplir des formulaires qu'à lutter contre la délinquance.

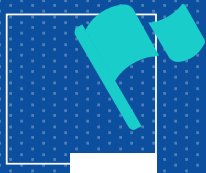




DES FORCES + NOMBREUSES

**10 000 postes créés
sur le quinquennat**





DES FORCES
RECENTRÉES
SUR LEUR CŒUR
DE MÉTIER

Fin des tâches indues

Chacun à son poste : substitution
de personnels opérationnels
par des personnels administratifs
sur des fonctions de soutien

Une procédure pénale
repensée

Fin de la gestion des procurations,
grâce au dispositif de « e-procuration » (2021)

Suppression des gardes statiques
de la plupart des préfectures

Externalisation de missions
au secteur privé

Reprise effective par l'administration
pénitentiaire **des extractions judiciaires**

Recours accru à la médecine de ville



Fin des tâches indues

Dès 2018 : substitution des personnels opérationnels
par des personnels administratifs pour des fonctions soutien



2 500
postes dans
la police



1 500
postes dans
la gendarmerie

Chacun à son poste :
plus de policiers et de gendarmes
sur le terrain !

UN CONSTAT

1H

d'enquête
sur le terrain



7H

de procédures

PROCÉDURE STUPÉFIANTS

170 000

interpellations



33 000

condamnations

Une procédure pénale
repensée

1,2 million
d'heures de travail

3 GRANDS OBJECTIFS

1

Renforcer le pouvoir
des enquêteurs

2

Renforcer l'effectivité de la sanction :
forfaitisation et éloignement des délinquants

3

Moderniser l'enquête :
dématérialisation des procédures

Une procédure pénale
repensée

RENFORCER LES POUVOIRS DES ENQUÊTEURS

Donner une **habilitation unique** à l'OPJ
et supprimer l'exigence d'une autorisation
préalable du procureur pour **étendre ses
compétences à l'ensemble du territoire**

Étendre les pouvoirs
des agents de police judiciaire

Étendre les prérogatives des
OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE (OPJ)

Une procédure pénale
repensée

Projet de loi – **Printemps 2018**

RENFORCER L'EFFECTIVITÉ DE LA SANCTION

À l'étude :

« OUTRAGE
SEXISTE »



USAGE
DE STUPÉFIANTS



VOL
À L'ÉTALAGE



VENTE À LA
SAUVETTE

Forfaitisation de certaines
infractions

RENFORCER L'EFFECTIVITÉ DE LA SANCTION

ÉLOIGNER LES DÉLINQUANTS

Possibilité,
sous le contrôle
du juge, d'**éloigner
de leur quartier**
des personnes ayant
commis des infractions

Une procédure pénale
repensée

UN CALENDRIER

Une procédure pénale repensée

Dépôt du rapport issu
du groupe de travail
BEAUME - NATALI

Préparation de la réforme
et concertation
Justice - Intérieur

Présentation
et examen du projet
de loi sur la
simplification de la
procédure pénale



**Janvier
2018**

Installation d'une
équipe commune
Intérieur-Justice sur
la dématérialisation



**Hiver – Printemps
2018**



**Printemps
2018**



2020

1^{ers} résultats
pour le chantier de
la dématérialisation

MODERNISER L'ENQUÊTE EN DÉMATÉRIALISANT LES PROCÉDURES

Equipe commune intérieur-justice

installée en janvier 2018 et dotée d'un panel utilisateur

Suppression du papier :

parvenir à une dématérialisation totale du processus pénal

Création d'un **identifiant de procédure unique**

Une procédure pénale repensée

Premiers résultats **dès 2020**



2

**UNE POLICE
ET UNE GENDARMERIE
RESPECTÉES**



Dans certains quartiers, on ne respecte plus l'uniforme.
Au quotidien, les insultes et les agressions se multiplient.
Et puis les gens viennent souvent dans nos locaux,
ils voient que nous travaillons dans des conditions difficiles.
Evidemment que cela n'inspire ni le respect ni la confiance.





UN ÉTAT QUI PROTÈGE SES FORCES

Sanctions effectives pour les auteurs d'agressions contre les forces de sécurité et de secours.

Entrée en vigueur de **nouvelles mesures d'anonymisation**.

Réaction systématique en cas de mise en cause injustifiée.

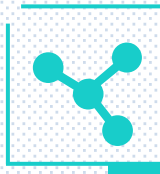
Tout manquement au code de déontologie et à l'usage proportionné de la force publique sera également sanctionné.





UN ÉTAT
QUI PROTÈGE
SES FORCES

De nouvelles mesures pour mieux
prévenir les suicides :



Amélioration de la **coordination** entres acteurs :
encadrement et médecins de prévention

Renforcement des **dispositifs de soutien
psychologique** d'accompagnement des
policiers et gendarmes



Densification des **modules de formation** :
**gestion du stress & des crises, détection des
signaux de fragilité**



PAS DE PROJET
SANS MOYENS,
PAS DE RESPECT
SANS CRÉDITS

IMMOBILIER

196M€/an

+5,4%



POLICE NATIONALE

29

nouvelles opérations

9700

logements

47

nouvelles opérations



Gendarmerie nationale

101M€/an

+9%



PAS DE PROJET
SANS MOYENS,
PAS DE RESPECT
SANS CRÉDITS

ÉQUIPEMENT



150M€/an

+50%



143M€/an

+15%



PAS DE PROJET
SANS MOYENS,
**PAS DE RESPECT
SANS CRÉDITS**

ÉQUIPEMENT



15 000

Voitures

50 000

Gilets pare-balle

+ armes non létales
(pistolets à impulsion électrique)
et munitions

POLICE NATIONALE



De nouveaux matériels
adaptés aux besoins
du terrain



PAS DE PROJET
SANS MOYENS,
PAS DE RESPECT
SANS CRÉDITS

ÉQUIPEMENT

De nouveaux matériels **adaptés**
aux besoins du terrain



15 000

Voitures

20 000

Gilets pare-balle

Armes non létales
(pistolets à impulsion électrique)
et munitions



UNE FORMATION REMODELÉE

Densification des modules de formation initiale et continue :

GENDARMERIE

- contact de **proximité**
- contact **numérique**

- connaissance de **l'environnement local**
- échanges **avec la population**
- recueil de **renseignement opérationnel**

Harmonisation croissante
entre police et gendarmerie,
entre échelons hiérarchiques

POLICE





3

**UNE POLICE
ET UNE GENDARMERIE
SUR-MESURE**

J'ai exercé dans plusieurs territoires dans ma carrière. Et les missions ne sont pas les mêmes quand on exerce en banlieue parisienne ou dans une ville moyenne. On doit pouvoir s'adapter à la réalité du terrain.





UNE POLICE
ET UNE
GENDARMERIE
SUR-MESURE



SUR TOUT LE TERRITOIRE,
une méthode repensée



60 QUARTIERS
de reconquête
républicaine



20 DÉPARTEMENTS
mieux accompagnés



UNE ACTION RENFORCÉE DANS DES QUARTIERS DE RECONQUÊTE RÉPUBLICAINE

EN ZONE



2018-2019

**30 QUARTIERS
DE RECONQUÊTE
RÉPUBLICAINE**

- + **600** effectifs dédiés
- + **1** délégué cohésion “police /population”

2 CRITÈRES DE CHOIX

1
Une délinquance
marquée

2
L'importance des trafics
et des incivilités



UNE ACTION RENFORCÉE DANS DES QUARTIERS DE RECONQUÊTE RÉPUBLICAINE



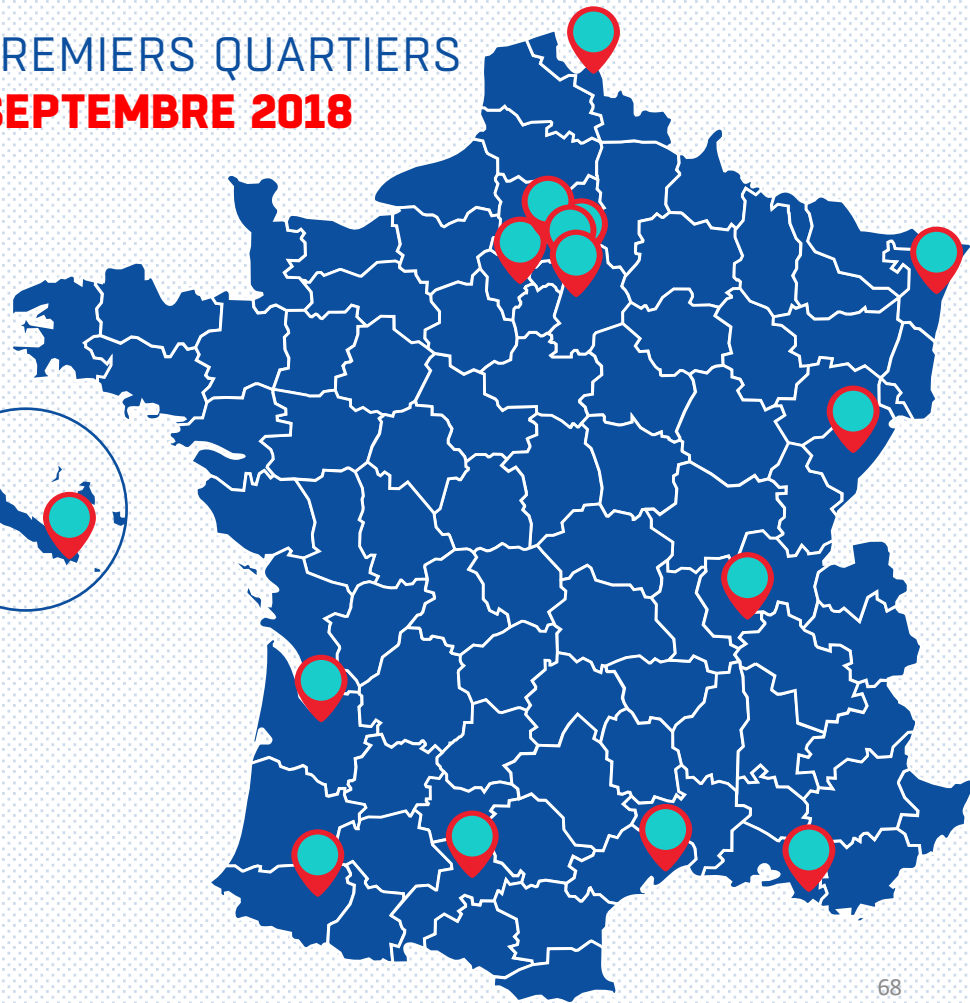
6 axes d'intervention :

- 1 une **présence renforcée** des forces de sécurité
- 2 un **contact accru** avec la population
- 3 une action judiciaire **territorialisée**
- 4 une **lutte accentuée** contre la délinquance organisée et les trafics de stupéfiants
- 5 une **action conjointe** des ministères
- 6 une contractualisation **avec les partenaires locaux**

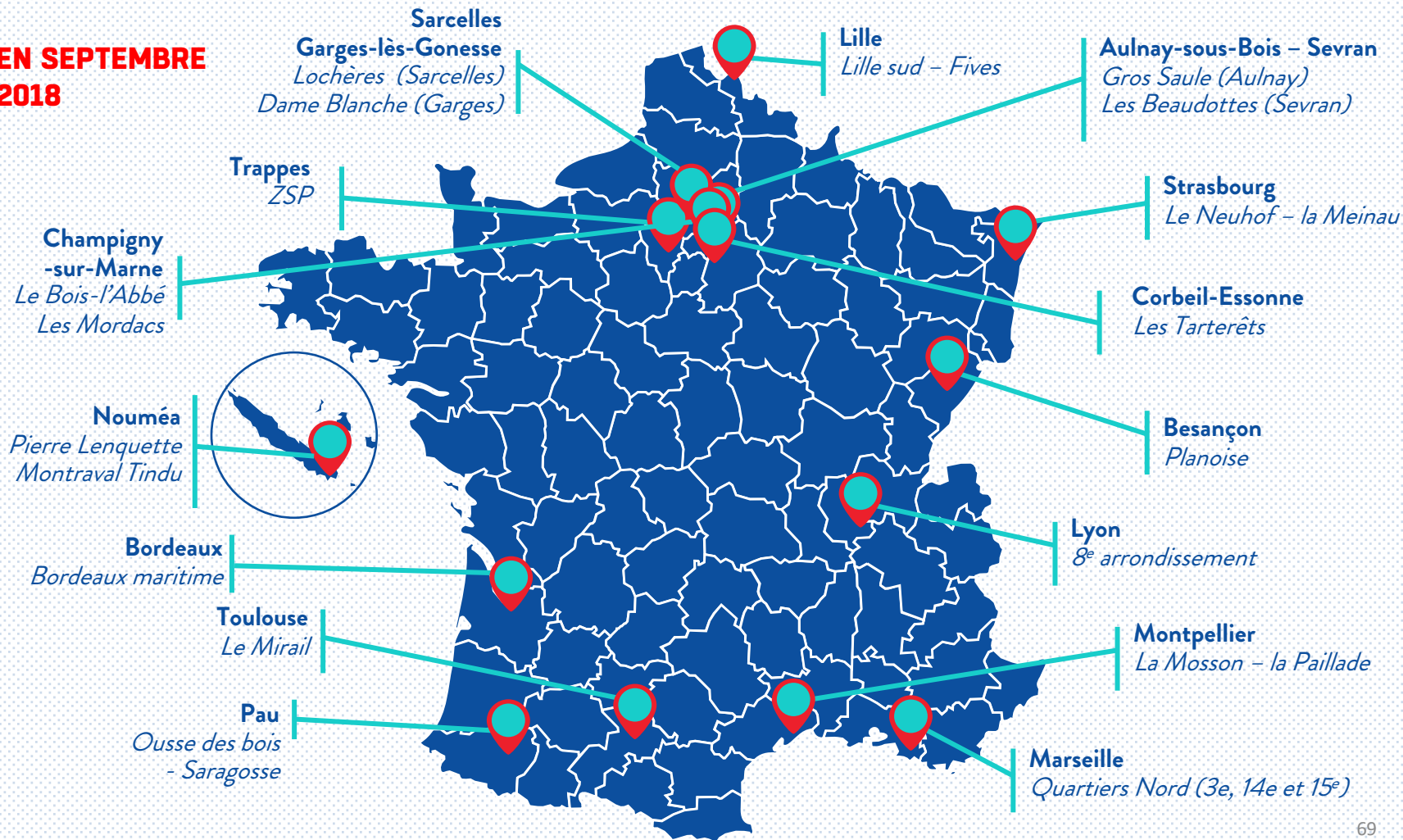


UNE ACTION
RENFORCÉE DANS
**DES QUARTIERS
DE RECONQUÊTE
RÉPUBLICAINE**

15 PREMIERS QUARTIERS
EN SEPTEMBRE 2018



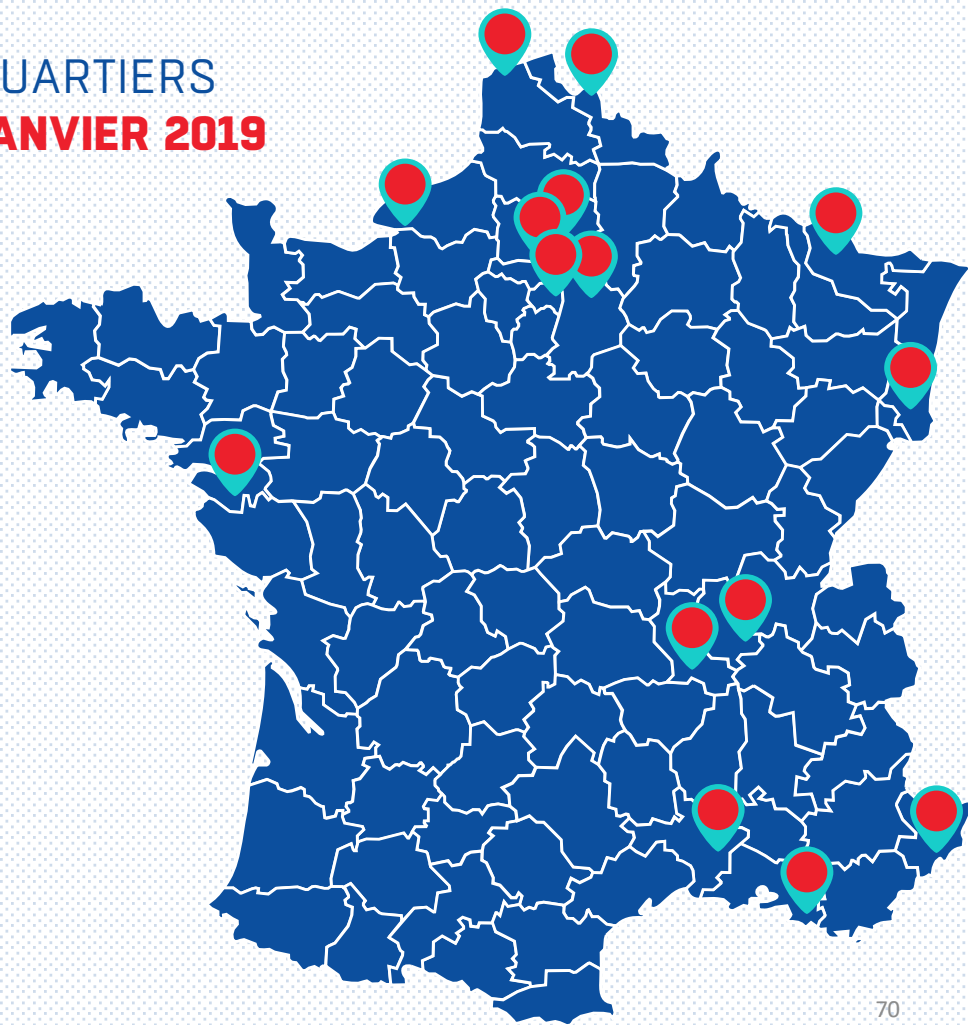
**EN SEPTEMBRE
2018**



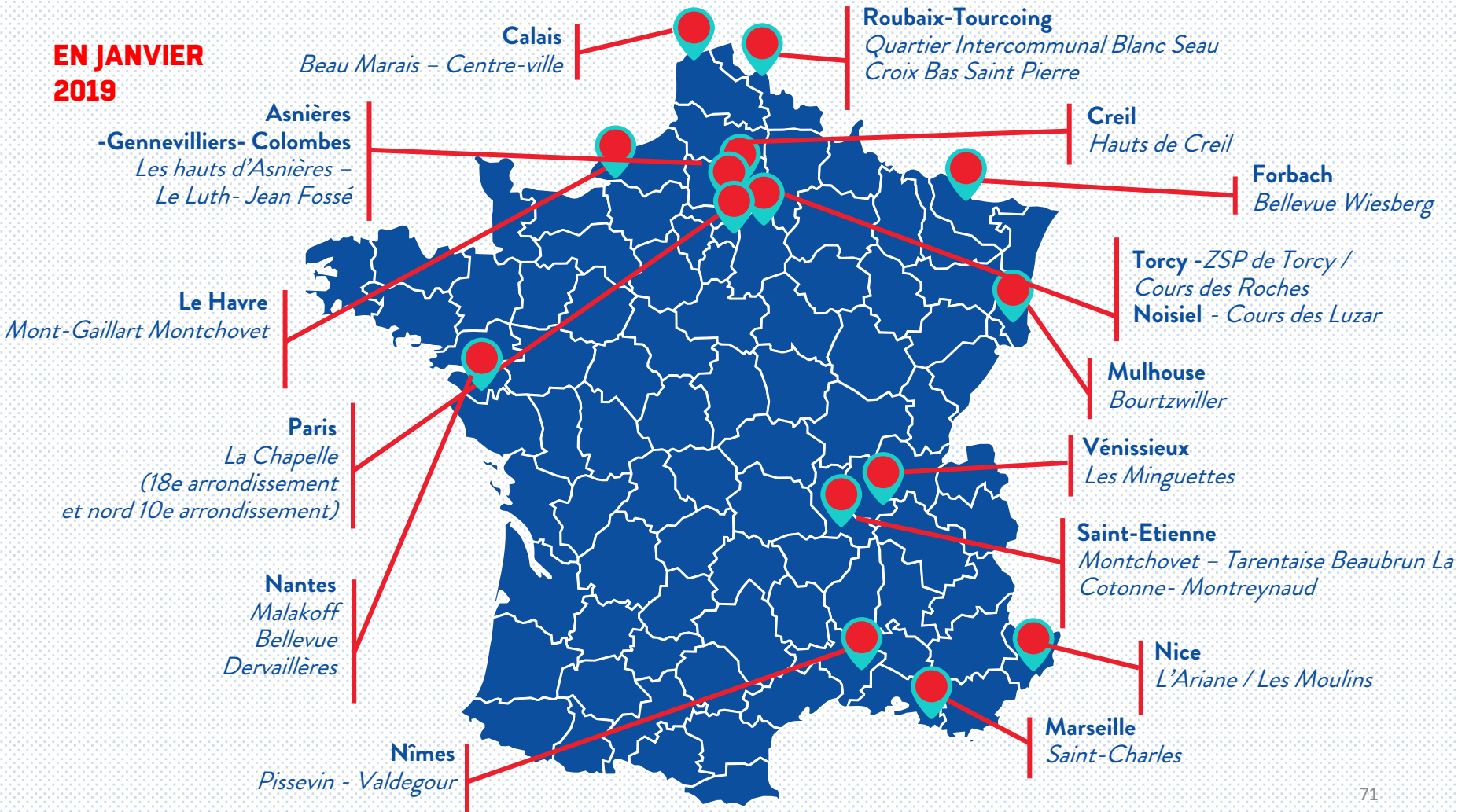


UNE ACTION
RENFORCÉE DANS
**DES QUARTIERS
DE RECONQUÊTE
RÉPUBLICAINE**

15 QUARTIERS
EN JANVIER 2019



**EN JANVIER
2019**





UNE ACTION
RENFORCÉE DANS
**DES QUARTIERS
DE RECONQUÊTE
RÉPUBLICAINE**

Exemple Strasbourg



2018

Quartiers

**Le Neuhof
Le Meinau**

Habitants

42 000

Enjeux

+9% trafics de stupéfiants

+26% atteintes aux automobiles

+54% dégradations par incendie

Apport sur le terrain

Pilotage renforcé de la lutte contre les trafics de stupéfiants

Observatoire de la délinquance dans les transports

Simplification du partenariat local

Groupes de travail avec la population sur des thématiques identifiées



UNE ACTION
RENFORCÉE DANS
**DES QUARTIERS
DE RECONQUÊTE
RÉPUBLICAINE**

CALENDRIER DE DÉPLOIEMENT **60 QUARTIERS FIN 2020**

15
quartiers

en 2018

15
quartiers

en 2019

+30
nouveaux quartiers

fin 2020



**20 DÉPARTEMENTS
MIEUX
ACCOMPAGNÉS**



EN ZONE



20

20 départements
sélectionnés

500

effectifs
dédiés



**20 DÉPARTEMENTS
MIEUX
ACCOMPAGNÉS**

DES TERRITOIRES CHOISIS EN FONCTION



d'une croissance
démographique forte

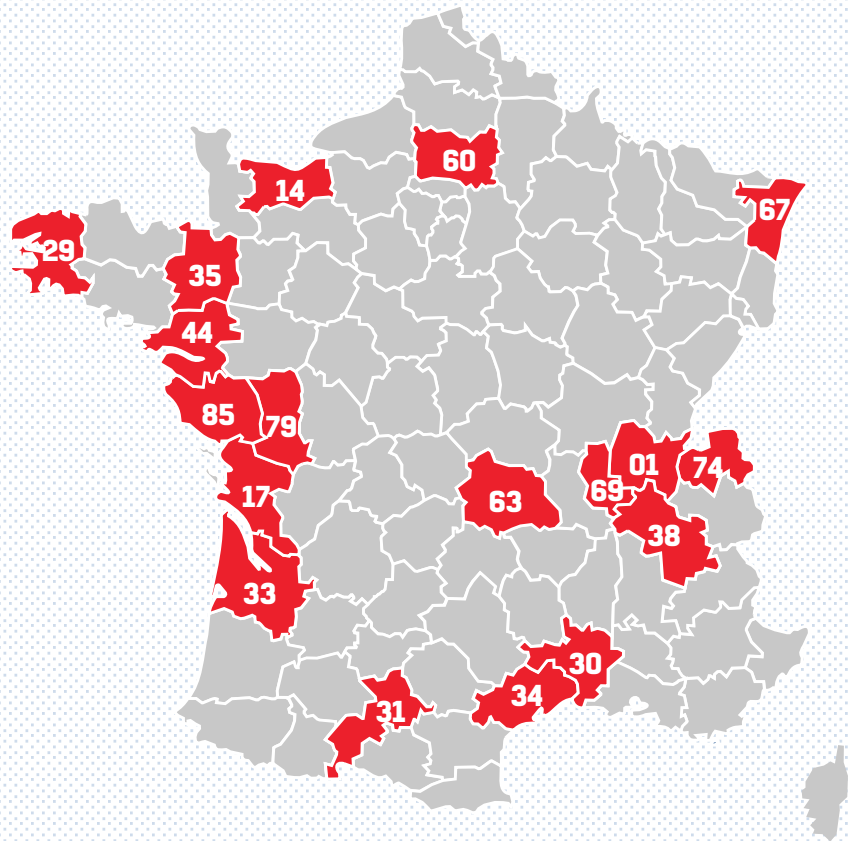
d'une densification
des flux de personnes,
biens, marchandises



de l'incidence
du développement
des grandes métropoles



20 DÉPARTEMENTS MIEUX ACCOMPAGNÉS

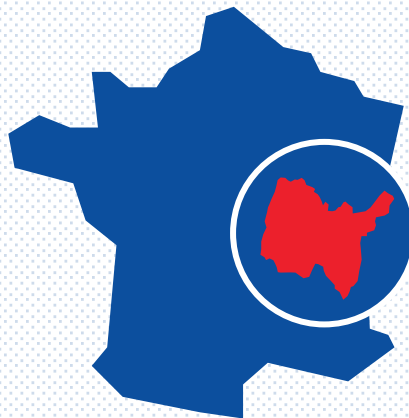


Ain, Calvados, Charente-Maritime, Finistère, Gars, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Isère, Loire-Atlantique, Oise, Puy-de-Dôme, Bas-Rhin, Rhône, Haute-Savoie, Deux-Sèvres



**20 DÉPARTEMENTS
MIEUX
ACCOMPAGNÉS**

Exemple L'Ain



401

Communes

97% du département

537 663

Habitants

Enjeux

Grand volume d'interventions
(atteintes aux biens, à l'intégrité des personnes)

Forte croissance démographique

Apport sur le terrain

Interactivité avec la population

Sécurité des mobilités

Accompagnement des entreprises et des industries

Sanctuarisation et déclinaison de la fonction contact



FOCUS SUR L'OUTRE-MER



Guyane, Mayotte

2 départements mieux accompagnés

Nouvelle-Calédonie



1 quartier de reconquête républicaine à Nouméa



PLUS DE LATITUDE POUR LES RESPONSABLES DE TERRAIN

DÉCONCENTRATION



De **l'élaboration des stratégies de lutte contre la délinquance.**

Des **moyens** : gestion en local d'une partie de l'enveloppe pour l'entretien et la rénovation des commissariats (45 M€) et du choix des véhicules achetés.

AUTONOMIE

Une plus forte latitude de décision dans l'**organisation interne des services** (adaptation des plages horaires de présence du terrain, fusion d'états-majors, mutualisation de services).

Meilleure gestion et organisation de la chaîne logistique.

Enveloppe pour des actions de cohésion de groupe



**TOUJOURS
PLUS DE CONTACT
AVEC LA
POPULATION**

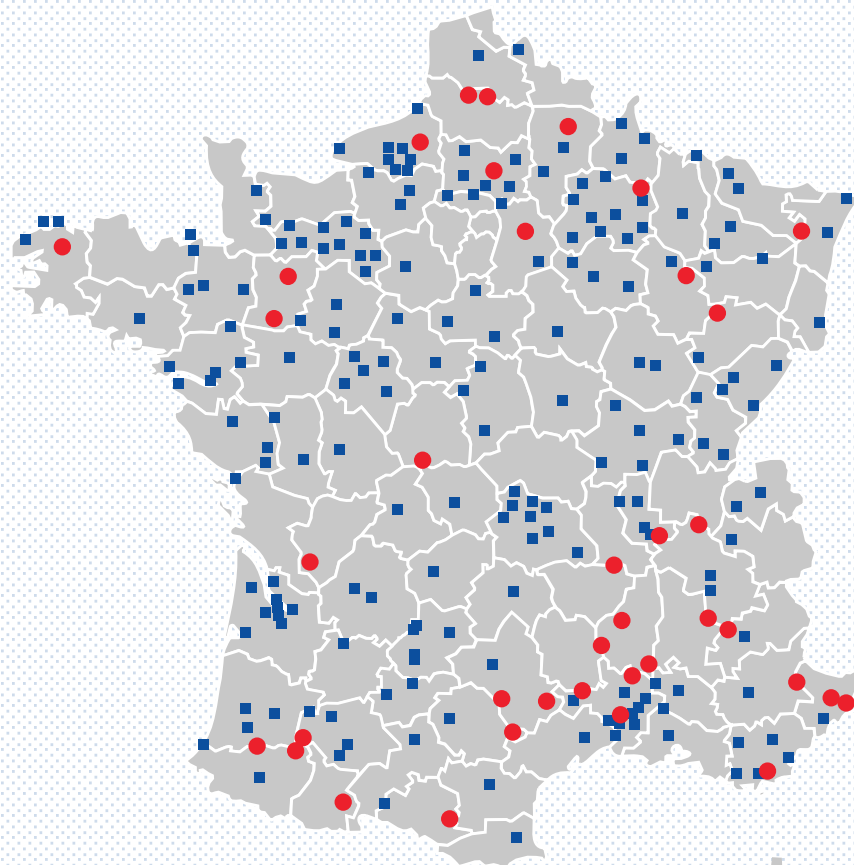
Elargissement
de l'expérimentation
des « **Brigades
et Groupes de contact** »

250 unités d'ici 2019
dont au moins 1/département





**TOUJOURS
PLUS DE CONTACT
AVEC LA
POPULATION**



-  **brigade territoriale de contact**
-  **groupe de contact**





**TOUJOURS
PLUS DE CONTACT
AVEC LA
POPULATION**

ÉCOUTER

CONCEVOIR

AGIR

EXPÉRIMENTER



UN MEILLEUR ACCUEIL DES VICTIMES

RENFORCEMENT DES FORMATIONS à l'accueil des victimes



UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE

Nouvel agencement de l'accueil

DES DISPOSITIFS D'ACCUEIL SPÉCIFIQUES

Développement
de pôles psycho-sociaux,
d'accès prioritaires

4

**UNE POLICE
ET UNE GENDARMERIE
CONNECTÉES**



Hier, quand j'interpellais un individu, il fallait souvent appeler un collègue pour consulter les fichiers. Cela prenait beaucoup de temps, surtout la nuit quand il y a peu de personnes de permanence. Aujourd'hui, avec les tablettes, on peut réaliser cette opération en un clic, et en quelques secondes. Du temps et de l'efficacité gagnés !





DES FORCES
DE SÉCURITÉ
INTÉGRANT
**LA RÉVOLUTION
NUMÉRIQUE**

De nouveaux **outils numériques** :



110 000
tablettes numériques « Neo »



2020

60 000 dans la gendarmerie

50 000 dans la police

Nouvelles applications



DES FORCES
DE SÉCURITÉ
INTÉGRANT
**LA RÉVOLUTION
NUMÉRIQUE**

De nouveaux **outils numériques** :



10 000

Caméras piétons

supplémentaires déployées d'ici

2019



DES FORCES
DE SÉCURITÉ
INTÉGRANT
**LA RÉVOLUTION
NUMÉRIQUE**

De nouveaux moyens pour
lutter contre les cyber menaces :

826

cyber patrouilleurs

+ 800

personnels dédiés

Lutte contre le
dark web

1 nouvelle

stratégie cyber





DES FORCES
DE SÉCURITÉ
INTÉGRANT
**LA RÉVOLUTION
NUMÉRIQUE**

Préfigurer la police
et la gendarmerie du futur :



Développement
de **logiciels d'anticipation
et d'analyse décisionnelle**

Développement
de **logiciels de traitement des
images de vidéo protection**



**DES SERVICES
DÉMATÉRIALISÉS
POUR LES USAGERS**

Extension du **périmètre de pré-plaintes en ligne** à partir de 2018 :



Moins d'attente
pour les usagers

Un accueil
amélioré

Et **expérimentations
des plaintes en ligne**



85 000
Déplacements en moins
dans les commissariats

Plus de temps
d'enquête sur le terrain





Mise à disposition d'un **accès numérique**
aux forces de police et de gendarmerie :

Février
2018



Lancement de la
« **Brigade numérique** »

**DES SERVICES
DÉMATÉRIALISÉS
POUR LES USAGERS**



Une plateforme
ouverte
24h/24h – 7j/7



Un service en
plusieurs langues
(Fr, En, It, All)



Un espace
**d'orientation et
de renseignement**



**DES SERVICES
DÉMATÉRIALISÉS
POUR LES USAGERS**

Ouverture d'une **plateforme de signalement**
des faits de violences sexuelles et sexistes

Pourquoi ?



Augmentation de **12%**
des plaintes pour viol

Augmentation de **10%**
pour agressions sexuelles

1 personne/10
ne porte pas plainte après
ce type d'agression

Dans la continuité de la
**grande cause du
quinquennat – Egalité
Femmes/Hommes**

Printemps **2018**





5

**UNE POLICE
ET UNE GENDARMERIE
PARTENARIALES**

SÉCURITÉ :

TOUS ACTEURS, TOUS CONCERNÉS !

Au quotidien, on travaille avec la police municipale, les acteurs de la sécurité privée – par exemple pour sécuriser les matchs de foot ou les concerts. Les élus mais aussi les habitants sont une source précieuse pour nous aider à mieux adapter notre action.





UN CONTINUUM DE SÉCURITÉ À REPENSER

250 000

policiers
et gendarmes

21 000

agents des
polices
municipales

Plus de
4 000

agents de sécurité
dans les sociétés
de transport

160 000

professionnels
de la sécurité privée

618 000

élus

Plusieurs
**dizaines
de milliers**
de salariés des
bailleurs sociaux





**UN CONTINUUM
DE SÉCURITÉ
À REPENSER**

Installation d'une **mission parlementaire**
en février 2018



Jean-Michel
FAUVERGUE

Député de Seine et Marne
- Ancien Chef du RAID



Alice
THOUROT

Députée de la
Drôme - Avocate

Conclusions d'ici le
30 juin 2018



UN CONTINUUM DE SÉCURITÉ À REPENSER

**Patrouilles
Mixtes**

Formations

**Fréquences
Radio**

**Conventions
locales de coordination**

Médiation





UN CONTINUUM DE SÉCURITÉ À REPENSER



UNE POLICE PARTENARIALE





UNE COOPÉRATION RENFORCÉE AVEC LES ÉLUS

Le Maire est l'interlocuteur privilégié des Français sur les questions de sécurité locale :

Une **nouvelle stratégie** élaborée avec chaque Maire (**35 400 élus**)

Les **117 maires** qui ont demandé à expérimenter la PSQ seront appelés **d'ici demain**

3 axes d'action prioritaires :

1 Professionnalisation et coopération renforcée avec les polices municipales

2 Développement des systèmes de vidéo protection

3 Prévention situationnelle



UN LIEN **POLICE/** **POPULATION** RENFORCÉ

Sensibiliser la population aux questions de sécurité :



Généralisation des **interventions**
dans les **établissements scolaires**



Sensibilisation au rôle des forces
de l'ordre dans le cadre du
Service National Universel

Développer la **vigilance citoyenne** :



Adaptation localement du dispositif
de **participation citoyenne**



Systématisation des **référénts proximité**
dans chaque commissariat et brigade



Nomination d'un **référént sécurité** dans
chaque conseil de quartier et conseil citoyen



UN LIEN POLICE/ POPULATION RENFORCÉ

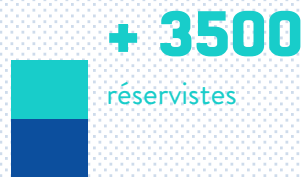
Renforcer la participation des citoyens à la production de sécurité :



Développement de
la Garde Nationale



OBJECTIF
10 000
réservistes en
2020



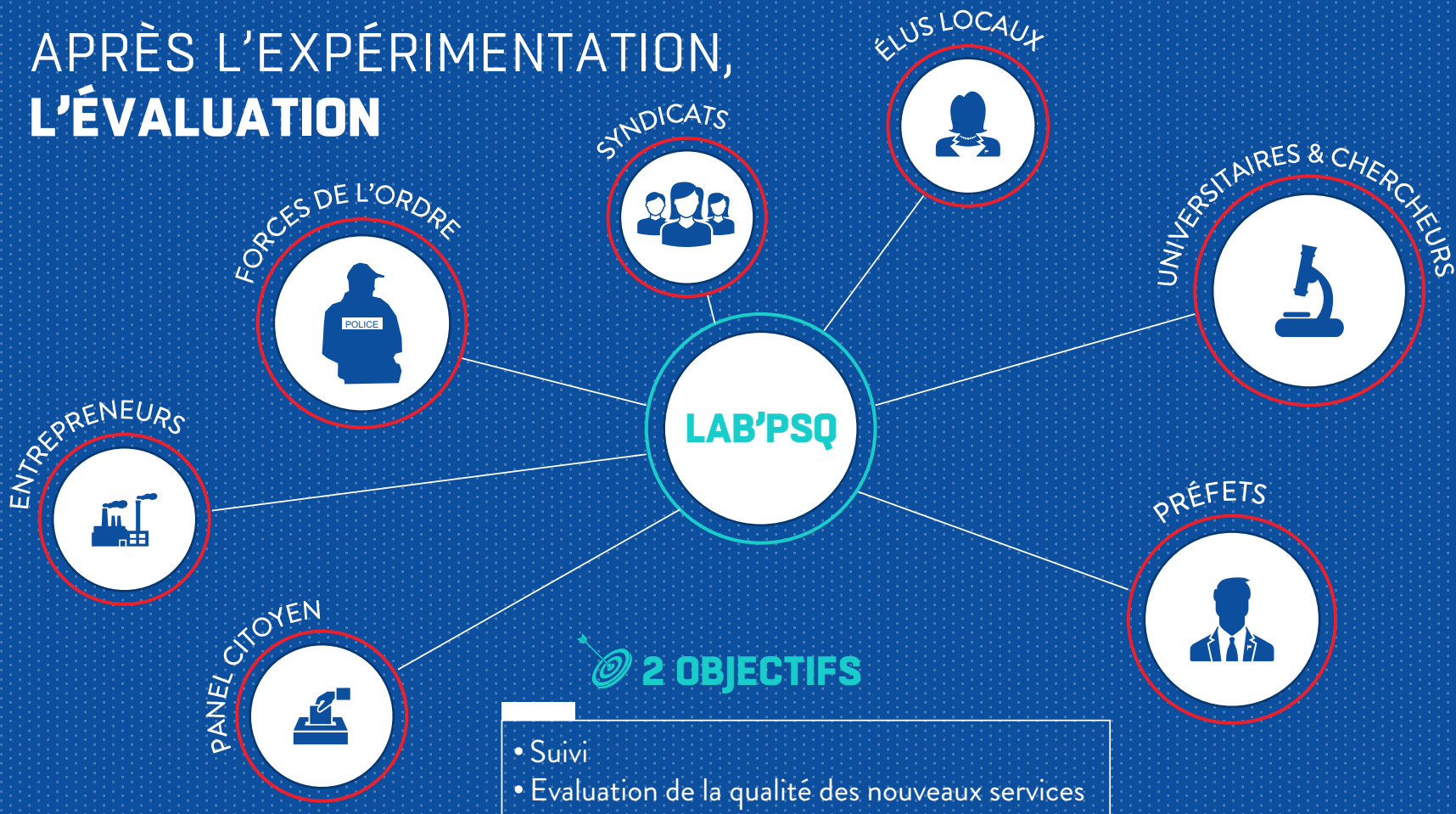
Police



Pérennisation des
30 000
réservistes

Gendarmerie

APRÈS L'EXPÉRIMENTATION, L'ÉVALUATION



APRÈS L'EXPÉRIMENTATION, L'ÉVALUATION

LA FIN DU PILOTAGE PAR LE CHIFFRE

une évaluation aléatoire et a posteriori

LA POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN (PSQ)

5

axes



60

quartiers
de reconquête républicaine



55

mesures



20

départements
mieux accompagnés



LA SYNTHÈSE DES MESURES



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE AUX AMBITIONS RETROUVÉES

1

Des forces plus nombreuses

10 000 postes créés sur le quinquennat
(2 000 en 2018, 2 500 en 2019, 2 500
en 2020, 1 500 en 2021, 1 500 en 2022)

2

Des forces recentrées sur leur cœur de métier

La fin des tâches indues

(500 policiers et gendarmes de retour sur le terrain)

Fin de la gestion des procurations, grâce
au dispositif de « e-procuration » (2021)

Suppression des gardes statiques
de préfectures (2018)

Réflexion sur l'externalisation
d'autres missions au secteur privé

Reprise effective par l'administration pénitentiaire
des extractions judiciaires (application circulaire - 2018-2019)

Recours accru à la médecine de ville pour réduire les conduites
aux urgences hospitalières (2019-2020)

Substitution des personnels opérationnels par des personnels administratifs dans les commissariats et brigades (d'ici 2022)

Une procédure pénale repensée

Réforme de la procédure pénale (Renforcement du pouvoir
des enquêteurs, forfaitisation et éloignement) –
projet de loi Printemps 2018

Dématérialisation de la procédure pénale
(dès 2020)



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE RESPECTÉES

1

Un Etat qui protège ses forces

Des sanctions effectives pour les auteurs d'agressions contre les forces de sécurité et de secours

Réaction systématique (de la part des préfets et de l'Etat) en cas de mise en cause injustifiée et lutte contre les fake news (circulaire février 2018)

Entrée en vigueur de nouvelles mesures d'anonymisation (loi sécurité publique février 2017 – application printemps 2018)

Nouvelles mesures pour mieux prévenir les suicides (premier trimestre 2018)

2

Un budget en hausse

Un plan immobilier triennal ambitieux (2018/2020 - 900 M€)

Des crédits d'équipement supplémentaires (150 M€/an pour la Police – 143 M€ pour la Gendarmerie)

3

Une formation remodelée

Densification des modules de formation initiale

Harmonisation croissante des modules entre forces et entre échelons hiérarchiques

Montée en puissance du Centre National de Formation à la Sécurité Publique (CNFSP)

Création d'une Académie de police



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE SUR-MESURE

1

Une action renforcée dans 30 quartiers de reconquête républicaine

30 quartiers de reconquête républicaine (15 quartiers d'ici septembre 2018, 15 autres d'ici janvier 2019) + 30 autres d'ici 2020

600 effectifs dédiés sur les 30 premiers quartiers
et 1 300 en tout pour les 60 quartiers

30 nouveaux « délégués cohésion police/population »
(1/quartier)

2

20 départements mieux accompagnés

Une action renforcée dans 20 départements
(sécurité des mobilités, fonction contact)

500 effectifs dédiés



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE SUR-MESURE

3

Plus de latitude sur le terrain

Déconcentration

Elaboration des stratégies de lutte
contre la délinquance au niveau local

Décentration d'une partie de l'enveloppe pour l'entretien
quotidien des commissariats (45M €)

Choix/suivi des achats de véhicules au niveau départemental

Création et déconcentration d'un budget
cohésion de groupe

Une autonomie accrue

(Plus forte latitude de décision dans l'organisation interne des
services et meilleure organisation et gestion de la chaîne logistique)

4

Plus de contact avec la population

Déploiement de 250 unités de contact –
« Brigades et Groupes de contact » d'ici 2019

5

Un meilleur accueil des victimes

Amélioration de l'accueil en commissariats et brigades
(adaptation des horaires d'ouverture aux besoins
de la population, renforcement des formations à l'accueil
des victimes, aménagement des espaces)



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE CONNECTÉES

1

Des forces de sécurité intégrant la révolution numérique

Déploiement de 110 000 tablettes numériques Neo (d'ici 2020)

800 nouveaux effectifs dédiés à la lutte contre les cyber menaces (sur le quinquennat)

Déploiement de 10 000 caméras - piéton (d'ici 2019)

Renforcement des modules de formation à la cyber protection

Lancement d'une nouvelle stratégie sur 5 ans pour lutter contre la cyber criminalité (été 2018)

Développement de nouveaux logiciels d'anticipation et analyse décisionnelle (d'ici 2020)

2

Des services dématérialisés pour les usagers

Extension des pré-plaintes en ligne aux faits de discriminations (2018)

Projet de dépôt de plainte en ligne pour les escroqueries sur internet (courant 2018)

Lancement de la « Brigade numérique » (février 2018)

Ouverture d'une plateforme de signalement des faits de violences sexuelles et sexistes (printemps 2018)



UNE POLICE ET UNE GENDARMERIE PARTENARIALES

1

Une chaîne de sécurité repensée

Installation d'une mission parlementaire
(février 2018 => conclusions 30 juin 2018)

Accompagnement de la montée en gamme
des policiers municipaux et agents de sécurité
privée (dès février 2018)

Déploiement d'expérimentations actuelles
pour plus de sécurité des mobilités

2

Une coopération renforcée avec les élus

Elaboration d'une nouvelle stratégie de lutte
contre la délinquance avec chaque maire
(35 400 élus) dans les 2 mois à venir

Contact sous 48h des 117 maires ayant
demandés à expérimenter la PSQ

3

Un lien police/population renoué

Sensibiliser la population aux questions de sécurité

Généralisation des interventions dans les écoles : chaque enfant aura au moins échangé une fois dans sa scolarité – entre le primaire et le lycée – avec les forces de l'ordre sur leur métier et la sécurité du quotidien

Sensibilisation au rôle des forces de l'ordre dans le cadre
du Service National Universel

Développer la vigilance citoyenne

Adaptation localement du dispositif de participation citoyenne

Systématisation d'un référent proximité dans chaque commissariat
pour assurer le lien avec les instances citoyennes locales

Désignation d'un référent sécurité dans chaque conseil
de quartier et conseil citoyen

Renforcer la participation des citoyens à la production de sécurité

Développement de la Garde Nationale : 10 000 réservistes dans la
Police et pérennisation des 30 000 réservistes dans la Gendarmerie (2020)



ÉVALUATION



Création d'un « Lab'PSQ »
(2018)



Une évaluation
aléatoire et *a posteriori*



Fin de la politique du chiffre - Allègement
des outils de reporting

LA POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN EN CHIFFRES :



Plus de policiers et de gendarmes sur le terrain :

+ 10 000 effectifs d'ici 2022 :



2 000	2 500	2 500	1 500	1 500
2018	2019	2020	2021	2022



+ 4 500 agents de retour sur le terrain d'ici 2022 grâce à :

- la fin des tâches indues
- le remplacement d'agents opérationnels par des agents administratifs pour des missions support
- la simplification et dématérialisation de la procédure pénale



Plus de Réservistes d'ici 2020 :

10 000 dans la police

30 000 dans la gendarmerie



Des solutions de sécurité adaptées à chaque territoire

Une doctrine repensée partout en France



60 quartiers de reconquête républicaine

>> 1 300 effectifs dédiés



20 départements mieux accompagnés

>> 500 effectifs dédiés



250 brigades de contact

Sur le quinquennat :



35 400

maires contactés d'ici 2 mois
pour revoir leur stratégie locale de
lutte contre la délinquance



117

maires ayant demandé à
expérimenter la Police de
Sécurité du Quotidien
contactés sous 48h



45M€

de crédits immobiliers
déconcentrés pour plus
d'autonomie



**La Police et la
Gendarmerie du futur :**



« Brigade numérique »

accessible en tout point du territoire **24h/24 - 7j/7**



De nouveaux services en ligne :

- Pré-plainte et plainte en ligne
- Signalement des faits de violences sexuelles et sexistes
- e-procurations



**1 nouvelle
stratégie**

de lutte
contre les
cyber menaces



+ 800

effectifs dédiés
à la lutte contre
la **cyber criminalité**
(x2 des effectifs)



110 000

tablettes
Neo déployées



+ de 10 000
caméras-piéton

1,5 Mds€ de crédits immobiliers

1,5 Mds€ de crédits d'équipement

**police de
sécurité
du quotidien**



Cabinet de M. Gérard Collomb,
Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
Téléphone : 01.49.27.38.53
sec1.pressecab@interieur.gouv.fr